



TRANSAT A.T. INC.  
TROISIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL  
Période terminée le 31 juillet 2012

**Relations avec les investisseurs**  
M. Denis Pétrin  
Vice-président, finances et administration  
et chef de la direction financière  
[relationsinvestisseurs@transat.com](mailto:relationsinvestisseurs@transat.com)

**Symboles boursiers**  
TSX : TRZ.B, TRZ.A



## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012, par rapport au trimestre et à la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011.

Tel qu'expliqué dans la section *Transition aux IFRS*, les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada qui étaient utilisés pour préparer les états financiers consolidés de la société ont été remplacés le 1<sup>er</sup> novembre 2011 par les Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Depuis cette date, la société prépare ses états financiers conformément aux IFRS. Les données comparatives de 2011 ont également été redressées. Ce rapport de gestion doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2011, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2011, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. Il devrait également être lu avec les informations sur les ajustements aux données comparatives de 2011 suivant l'adoption des IFRS, lesquels sont expliqués aux notes 14 et 15 des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités pour les trimestres clos les 31 janvier et 31 juillet 2012. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du troisième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2011. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 12 septembre 2012. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse [www.transat.com](http://www.transat.com) et dans le site SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2011.

Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la section *Mesures financières non normalisées selon les IFRS* pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

### AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, la déclaration concernant :

- La perspective selon laquelle la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la société prévoit pour le quatrième trimestre générer une marge supérieure à celle de 2011.

En faisant cette déclaration, la société a supposé que les tendances sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les réservations se poursuivront selon les tendances indiquées, que les prix du carburant, les coûts et le dollar par rapport aux devises européennes et américaine demeureront stables, que les hypothèses utilisées pour évaluer les titres détenus dans des PCAA se matérialiseront, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

## TRANSITION AUX IFRS

Ce rapport trimestriel est le troisième que prépare la société en présentant les informations financières selon les IFRS. Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2011 la société utilisait les PCGR du Canada pour préparer ses états financiers consolidés. Depuis cette date, les états financiers consolidés intermédiaires condensés de la société sont dressés selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, publiées par l'International Accounting Standard Board (« IASB »). Les données comparatives de 2011 ont également été redressées. Ce rapport de gestion doit être lu avec les informations sur les ajustements aux données comparatives de 2011 suivant l'adoption des IFRS, lesquels sont expliqués aux notes 14 et 15 des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités pour les trimestres clos les 31 janvier et 31 juillet 2012.

## MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. Nous présentons parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon, ni n'est reconnue par les IFRS. Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la société sont les suivantes :

<b>Marge (perte d'exploitation)</b>	Revenus moins les charges opérationnelles.
<b>Bénéfice ajusté (perte ajustée)</b>	Résultat avant charge d'impôt avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA, gain à la cession d'une filiale et charge (gain) de restructuration.
<b>Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts)</b>	Résultat net attribuable aux actionnaires avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA, gain à la cession d'une filiale et charge (gain) de restructuration, net des impôts y afférents.
<b>Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts par action</b>	Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action.
<b>Dettes totales</b>	Dettes à long terme plus les ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services.
<b>Dettes totales nettes</b>	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie et les placements dans des PCAA.

Les mesures financières décrites ci-haut n'ont pas de sens prescrit par les IFRS, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs ou celles utilisées par des analystes financiers. Ces mesures ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres

mesures de rendement financier calculées selon les IFRS. La direction croit que ces mesures, ou certaines de ces mesures, sont utilisées par les utilisateurs de notre rapport de gestion pour analyser les résultats de la société, sa performance financière ainsi que sa situation financière.

La direction utilise, en plus des mesures financières selon les IFRS, le bénéfice ajusté et le bénéfice ajusté après impôts pour mesurer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente de la société. La direction croit que ces mesures sont importantes puisqu'elles excluent des résultats des éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme, plutôt que le rendement des opérations quotidiennes de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la société de s'acquitter de ses obligations financières.

La direction utilise également la dette totale et la dette totale nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer le levier financier de la société.

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non normalisées avec les mesures financières les plus comparables des IFRS :

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2012 \$	2011 \$	2012 \$	2011 \$
Revenus	909 056	936 974	2 950 778	2 848 237
Charges opérationnelles	(886 982)	(922 238)	(2 986 769)	(2 838 708)
<b>Marge (perte d'exploitation)</b>	<b>22 074</b>	<b>14 736</b>	<b>(35 991)</b>	<b>9 529</b>
Résultat avant charge d'impôt	12 011	(2 769)	(47 546)	(9 983)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	7 455	8 342	1 430	(3 651)
Perte (gain) non monétaire sur des placements dans des PCAA	1 621	(321)	(6 411)	(6 958)
Gain à la cession d'une filiale	(5 655)	—	(5 655)	—
<b>Bénéfice ajusté (perte ajustée)</b>	<b>15 432</b>	<b>5 252</b>	<b>(58 182)</b>	<b>(20 592)</b>
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires	9 405	(2 782)	(33 283)	(7 445)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	7 455	8 342	1 430	(3 651)
Perte (gain) non monétaire sur des placements dans des PCAA	1 621	(321)	(6 411)	(6 958)
Gain à la cession d'une filiale	(5 655)	—	(5 655)	—
Incidence fiscale	(2 305)	(2 390)	(37)	1 009
<b>Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts</b>	<b>10 521</b>	<b>2 849</b>	<b>(43 956)</b>	<b>(17 045)</b>
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts	10 521	2 849	(43 956)	(17 045)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul de la perte diluée par action	38 199	38 044	38 104	37 910
<b>Bénéfice ajustée (perte ajustée) après impôts diluée(e) par action</b>	<b>0,28</b>	<b>0,07</b>	<b>(1,15)</b>	<b>(0,45)</b>
			Au 31 juillet 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$
Ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs de services			573 152	653 663
<b>Dette totale</b>			<b>573 152</b>	<b>653 663</b>
Dette totale			573 152	653 663
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(292 743)	(181 576)
Placements dans des PCAA			(25 949)	(78 751)
<b>Dette totale nette</b>			<b>254 460</b>	<b>393 336</b>

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %
<b>États des résultats consolidés</b>								
Revenus	909 056	936 974	(27 918)	(3,0)	2 950 778	2 848 237	102 541	3,6
Marge (perte d'exploitation) <sup>1</sup>	22 074	14 736	7 338	49,8	(35 991)	9 529	(45 520)	(477,7)
Résultat net (perte nette)	9 664	(2 567)	12 231	476,5	(30 690)	(4 997)	(25 693)	(514,2)
Résultat net attribuable aux actionnaires	9 405	(2 782)	12 187	438,1	(33 283)	(7 445)	(25 838)	(347,1)
Résultat de base par action	0,25	(0,07)	0,32	457,1	(0,87)	(0,20)	(0,67)	(335,0)
Résultat dilué par action	0,25	(0,07)	0,32	457,1	(0,87)	(0,20)	(0,67)	(335,0)
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts <sup>1</sup>	10 521	2 849	7 672	269,3	(43 956)	(17 045)	(26 911)	(157,9)
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts dilué(e) par action	0,28	0,07	0,21	300,0	(1,15)	(0,45)	(0,70)	(155,6)
<b>États des flux de trésorerie consolidés</b>								
Activités opérationnelles	(6 859)	45 364	(52 223)	(115,1)	115 238	197 608	(82 370)	(41,7)
Activités d'investissement	40 613	(13 735)	54 348	395,7	5 928	(42 220)	48 148	114,0
Activités de financement	(917)	19	(936)	s.o.	(4 540)	(23 104)	18 564	80,3
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 166)	(2 248)	(1 918)	(85,3)	(5 459)	(5 269)	(190)	(3,6)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	28 671	29 400	(729)	(2,5)	111 167	127 015	(15 848)	(12,5)
<b>États de la situation financière consolidés</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					292 743	181 576	111 167	61,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (courant et non courant)					307 411	359 545	(52 134)	(14,5)
Placements dans des PCAA					25 949	78 751	(52 802)	(67,0)
					626 103	619 872	6 231	1,0
Actif total					1 281 803	1 224 245	57 558	4,7
Dette					—	—	—	—
Dette totale <sup>1</sup>					552 287	653 663	(101 376)	(15,5)
Dette totale nette <sup>1</sup>					233 595	393 336	(159 741)	(40,6)

<sup>1</sup> VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

## APERÇU

Transat fait partie des plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines (en France et au Canada) nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant près de 640 agences de voyages (et dont plus de 500 franchisées) et un système de distribution multicanal faisant appel à Internet. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une vaste proportion de ses besoins. Transat offre également des services à destination.

La vision de Transat est de devenir un chef de file en Amérique et de jouir d'une forte position concurrentielle dans plusieurs pays d'Europe en 2014. Pour le moment, nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditeur et voyagiste réceptif. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyagiste expéditeur, de même qu'en Grèce, au Mexique et en République dominicaine comme voyagiste réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 60 pays, et nous offrons nos produits dans quelque 50 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents; de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyagistes; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

Pour l'exercice 2012, les objectifs que Transat poursuit sont les suivants :

- Augmenter l'efficacité et la rentabilité de l'organisation
- Accroître la compétitivité de Transat au Canada
- Maintenir les volumes et améliorer la rentabilité de Transat France
- Poursuivre le développement rentable de nos activités à destination
- Optimisation des opérations aériennes
- Finaliser et implanter la stratégie de développement des systèmes d'information opérationnels
- Accroître la valeur stratégique de notre marque, de même que la satisfaction et la loyauté des clients
- Poursuivre notre plan visant à faire de Transat une des entreprises les plus responsables de son industrie.

Pour l'exercice 2012, l'accent est mis sur deux catégories d'initiatives. La première catégorie porte sur les initiatives qui vont contribuer à un retour à la rentabilité le plus rapidement possible, et non sur des mesures reliées à la croissance sur les marchés actuels ou le développement des nouveaux marchés. La seconde porte sur des initiatives de différenciation des produits et de l'amélioration de l'expérience client, qui vont nous démarquer de la compétition et donc démontrer une valeur-ajoutée.

Les principales initiatives quant au retour à court terme à la rentabilité sont les suivantes :

- La réduction des coûts administratifs (réduction de 143 postes en novembre 2011)
- La limitation des augmentations de capacité autant sur le marché Canada-sud, le marché transatlantique et pour nos filiales en France vers leurs marchés respectifs.
- Le contrôle des coûts aériens via l'optimisation de l'efficacité de la flotte d'Air Transat (la location d'avions dans les saisons hors pointe), la revue des coûts opérationnels, la considération de la sortie de certains avions en 2013 et finalement la renégociation du contrat avec Canjet.

- La négociation avec les hôteliers pour limiter la croissance des coûts hôteliers, mettant l'accent sur une concentration des achats et de nouveaux partenariats
- L'implantation de nouveaux systèmes informatiques opérationnels visant à diminuer les coûts d'exploitation et visant à permettre une meilleure gestion des revenus
- La poursuite de croissance de nos activités rentables à destinations, soit les réceptifs et notre activité hôtelière.

Les principales initiatives poursuivies quant à l'amélioration de l'expérience client sont les suivantes :

- La mise en application d'une nouvelle stratégie de différenciation des produits hôteliers basée sur une analyse des segments de clientèle. L'objectif est d'avoir une offre distinctive, à valeur-ajoutée, génératrice de meilleures marges
- Des améliorations de l'expérience-client à de multiples niveaux (dans nos contacts en agences et sur les sites B2C, dans les avions, à destination, etc.) afin de se démarquer aux yeux du client
- La modernisation de notre flotte d'Airbus A330, aux niveaux des sièges, des systèmes de divertissement à bord et de la configuration des appareils. Déjà les premiers A330 modernisés sont livrés; l'implantation totale du programme couvre une période de 18 mois
- Le maintien de notre position de chef de file en matière d'entreprise responsable est un élément clé qui sera communiqué de façon plus intensive et qui sera en plus intégré dans une partie de notre offre de produits

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché et la croissance de nos revenus et de notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

## ACQUISITION D'ENTREPRISE

Le 1<sup>er</sup> février 2012, la société a acquis certains éléments d'actifs du voyageur Vacances Tours Mont-Royal (« TMR »), qui opère au Québec, pour une contrepartie au comptant de 5,8 millions de dollars. Vacances Tours Mont-Royal est un voyageur qui se spécialise dans la vente de forfaits sud au départ du Canada, entre autres à Cuba, en République dominicaine et au Mexique, et dont 180 000 de ses sièges vendus étaient achetés chez Air Transat. Avec cette acquisition, la société renforce son offre et ses services auprès de sa clientèle dans des marchés où elle est déjà présente.

La société a complété l'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables pris en charge. L'excédent de la contrepartie totale sur la juste valeur de l'actif net acquis a été alloué à la marque de commerce et s'élève à 4,5 millions de dollars.

Les résultats de la société acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. Depuis cette date, TMR a enregistré des revenus de 86,9 millions de dollars (17,4 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012) et une perte avant charge d'impôts de 3,7 millions de dollars (0,2 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012), lesquels figurent dans les résultats consolidés de la société. Si TMR avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011, les résultats consolidés auraient tenu compte de revenus additionnels de 37,2 millions de dollars et d'une perte avant charge d'impôt de 0,9 million de dollars.



## CESSION D'UNE FILIALE

Le 12 juin 2012, la société a conclu la vente de sa filiale Handlex, qui offre des services aéroportuaires au sol aux aéroports internationaux de Montréal, Toronto et Vancouver, à Servisair Holding Canada Inc. pour une contrepartie totale en trésorerie de 9,0 millions de dollars, dont 6,0 millions de dollars est à recevoir en deux versements annuels égaux. Le solde de prix de vente à recevoir porte intérêt au taux préférentiel et est garanti par une lettre de crédit irrévocable en faveur de la société. La valeur comptable des actifs nets cédés le 12 juin 2012 s'établissait à 3,3 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un gain à la cession d'une filiale de 5,7 millions de dollars. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la société a utilisé des pertes en capital, non enregistrées aux livres, pour éliminer l'imposition du gain en capital découlant de la transaction. La transaction prévoit une entente de services avec Air Transat, qui continuera de bénéficier des mêmes prestations de services de la part de Handlex dans ses trois bases d'opérations canadiennes.

## ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

### REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2012	2011	Écart	Écart	2012	2011	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Amérique	608 768	624 386	(15 618)	(2,5)	2 336 589	2 208 423	128 166	5,8
Europe	300 288	312 588	(12 300)	(3,9)	614 189	639 814	(25 625)	(4,0)
	909 056	936 974	(27 918)	(3,0)	2 950 778	2 848 237	102 541	3,6

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2011, nos revenus ont diminué de 27,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 et ont augmenté de 102,5 millions de dollars pour la période de neuf mois. L'acquisition de TMR a contribué à augmenter nos revenus de 17,4 millions de dollars pour le trimestre et de 86,9 millions de dollars pour la période de neuf mois. Pour le trimestre, la diminution est principalement attribuable à une baisse du nombre de voyageurs de 5,5 % (5,8 % - excluant les voyageurs de TMR ne voyageant pas avec Air Transat) alors que nos prix de vente moyens étaient légèrement supérieurs à ceux du trimestre correspondant de 2011. Pour la période de neuf mois, l'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de TMR et est également due à des hausses des prix de vente moyen. Pour la période de neuf mois, le nombre de voyageurs a diminué de 1,4 % (4,2 % - excluant les voyageurs de TMR ne voyageant pas avec Air Transat), comparativement à 2011.

### CHARGES OPÉRATIONNELLES

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2012	2011	Écart	Écart	2012	2011	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Coûts liés à la prestation de services touristiques	424 399	482 893	(58 494)	(12,1)	1 699 687	1 662 839	36 848	2,2
Carburant d'aéronefs	159 003	137 106	21 897	16,0	371 892	307 273	64 619	21,0
Salaires et avantages du personnel	92 620	96 694	(4 074)	(4,2)	286 091	278 639	7 452	2,7
Commissions	29 062	33 461	(4 399)	(13,1)	134 400	136 239	(1 839)	(1,3)
Entretien d'aéronefs	31 458	29 419	2 039	6,9	94 274	83 653	10 621	12,7
Frais d'aéroports et de navigation	33 714	32 115	1 599	5,0	76 970	73 311	3 659	5,0
Loyer d'aéronefs	22 361	17 848	4 513	25,3	63 832	49 758	14 074	28,3
Autres	94 365	92 702	1 663	1,8	259 623	246 996	12 627	5,1
Total	886 982	922 238	(35 256)	(3,8)	2 986 769	2 838 708	148 061	5,2

Le contrat d'achat de sièges que nous avons avec Thomas Cook, sur certaines destinations de la route Canada — Royaume-Uni, est venu à échéance le 31 octobre 2011 et n'a pas été renouvelé. Ce changement a eu comme incidence de modifier la nature de nos charges opérationnelles puisque les coûts liés aux services de transport de nos voyageurs qui étaient autrefois encourus auprès de Thomas Cook, et qui étaient inclus dans la rubrique *Coûts liés à la prestation de service touristiques*, sont maintenant assumés par notre flotte d'aéronefs qui effectue le transport de nos voyageurs sur la route Canada — Royaume-Uni, modifiant ainsi à la hausse nos charges opérationnelles liées à

notre flotte d'aéronefs. De plus, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, nous avons modifié notre flotte d'aéronefs en y ajoutant deux Airbus A330 et en y retirant un Airbus A310.

Nos charges opérationnelles totales ont diminué de 35,3 millions de dollars (3,8 %) pour le trimestre et ont augmenté de 148,1 millions de dollars (5,2 %) pour la période de neuf mois, par rapport à 2011. Pour le trimestre, la diminution de nos dépenses d'exploitation découle principalement de la baisse du nombre de voyageurs. L'augmentation de nos dépenses d'exploitation pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2012 découle principalement de l'acquisition de TMR, laquelle a essentiellement contribué à augmenter nos coûts liés à la prestation de services touristiques pendant la saison d'hiver, et découlent aussi des hausses des coûts du carburant, incluant celles comprises dans le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat inclut dans la rubrique *Coûts liés à la prestation de services touristiques*, et des hausses des coûts de chambres d'hôtels.

Ceci s'est traduit, pour le troisième trimestre, par une diminution de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 6,6 % et par une augmentation de 2,6 % en Europe, tandis que pour la période de neuf mois ceci s'est traduit par une hausse de 6,5 % en Amérique et de 0,7 % en Europe.

#### COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ces coûts ont diminué de 58,5 millions de dollars (12,1 %) pour le trimestre et ont augmenté de 36,8 millions de dollars (2,2 %) pour la période de neuf mois. Pour le trimestre, la baisse découle du contrat d'achat de sièges que nous avons avec Thomas Cook qui est venu à échéance en 2011. Pour la période de neuf mois, la hausse découle principalement de l'acquisition de TMR, et, dans une moindre mesure, de l'augmentation des coûts de chambres d'hôtels.

#### CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 21,9 millions de dollars (16,0 %) pour le trimestre et de 64,6 millions de dollars (21,0 %) pour la période de neuf mois. Ces augmentations découlent principalement de la hausse du nombre d'heures de vols effectués par notre flotte d'aéronefs et, pour la période de neuf mois, de celle des prix du carburant.

#### SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont diminué de 4,1 millions de dollars (4,2 %) pour le trimestre et ont augmenté de 7,5 millions de dollars (2,7 %) pour la période de neuf mois, comparativement à 2011. La diminution du trimestre découle principalement de la cession de notre filiale Handlex et, dans une moindre mesure, des économies liées à la restructuration annoncée au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011. Pour la période de neuf mois l'augmentation résulte principalement de l'augmentation des effectifs qui ont été embauchés à la suite de l'ajout d'aéronefs à notre flotte au cours de l'exercice 2011, compensée par les économies de coûts liés à la restructuration 2011.

#### COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a diminué de 4,4 millions de dollars (13,1 %) au cours du troisième trimestre et de 1,8 million de dollars (1,3 %) pour la période de neuf mois, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions ont diminué et représentent 3,2 % de nos revenus pour le troisième trimestre, comparativement à 3,6 % pour la même période en 2011. Pour la période de neuf mois, les commissions ont également diminué et représentent 4,6 % de nos revenus comparativement à 4,8 % en 2011. Ces diminutions résultent d'une baisse des revenus sur lesquels une commission est calculée.

#### ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2011, ces dépenses ont augmenté de 2,0 millions de dollars (6,9 %) au cours du troisième trimestre et de 10,6 millions de dollars (12,7 %) au cours de la période de neuf mois. Ces augmentations découlent principalement de la hausse du nombre d'heures de vols effectués par notre flotte ainsi que par le changement de sa composition.

#### FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et agences responsables de la gestion du trafic aérien. Ces frais ont augmenté de 1,6 million de dollars (5,0 %) pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2012 et de 3,7 millions de dollars (5,0 %) pour la période de neuf mois, en ligne avec l'augmentation de notre nombre de vols effectué par les aéronefs de notre flotte.

#### LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 4,5 millions de dollars (25,3 %) au cours du troisième trimestre et de 14,1 millions de dollars (28,3 %) pour la période de neuf mois, comparativement aux périodes correspondantes de 2011. Ces augmentations découlent de l'ajout de deux Airbus A330 compensé par le retrait d'un A310, comparativement au trimestre correspondant de l'an dernier.

#### AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 1,7 million de dollars (1,8 %) au cours du troisième trimestre et de 12,6 millions de dollars (5,1 %) au cours de la période de neuf mois, comparativement à 2011. Ces augmentations découlent principalement de la hausse des autres coûts aériens qui ont augmenté à la suite de la hausse du nombre d'heures de vols effectué par les aéronefs de notre flotte.

#### MARGE (PERTE D'EXPLOITATION)

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une marge de 22,1 millions de dollars (2,4 %) au cours du troisième trimestre comparativement à une marge de 14,7 millions de dollars (1,6 %) en 2011. Pour la période de neuf mois, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 36,0 millions de dollars (1,2 %) comparativement à une marge de 9,5 millions de dollars (0,3 %) en 2011. L'augmentation des prix du carburant et des coûts de chambres d'hôtels, combinées à la vive concurrence qui a sévi au cours de la saison d'hiver, ont contribué à compresser nos marges.

#### SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

##### AMÉRIQUE

	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2012	2011	Écart	Écart	2012	2011	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus	608 768	624 386	(15 618)	(2,5)	2 336 589	2 208 423	128 166	5,8
Charge opérationnelles	597 683	640 183	(42 500)	(6,6)	2 364 241	2 220 278	143 963	6,5
Marge (perte d'exploitation)	11 085	(15 797)	26 882	170,2	(27 652)	(11 855)	(15 797)	(133,3)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont diminué de 15,6 millions de dollars (2,5 %) au cours du troisième trimestre, comparativement à 2011. La diminution de nos revenus découle principalement de notre décision de réduire notre capacité sur les destinations soleil et, dans une moindre mesure, sur le marché transatlantique. Ainsi, le nombre de voyageurs a diminué de 7,7 % (8,2 % - excluant les voyageurs de TMR ne voyageant pas avec Air Transat). Pour le trimestre, nos prix de vente moyens étaient supérieurs à ceux de 2011. Nous avons réalisé une marge d'exploitation de 11,1 millions de dollars (1,8 %) pour le trimestre, comparativement à une perte d'exploitation de 15,8 millions de dollars (2,5 %) en 2011. L'amélioration de notre marge découle, entre autres, des efforts de réductions de coûts combinés à une hausse des prix de vente moyen et à de meilleurs coefficients d'occupation.

Comparativement à 2011, les revenus de nos filiales nord-américaines ont augmenté de 128,2 millions de dollars (5,8 %) au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2012. Cette augmentation découle principalement de l'acquisition de TMR, laquelle a contribué à augmenter nos revenus de 86,9 millions de dollars, combinée à une hausse des prix de vente moyens, alors que le nombre de voyageurs diminuait de 0,1 % (0,4 % - excluant les voyageurs de TMR ne voyageant pas avec Air Transat), une conséquence de notre décision de réduire notre capacité au cours du premier et du troisième trimestre. Nous avons enregistré une perte d'exploitation de 27,7 millions de dollars (1,2 %) pour la période de neuf mois, comparativement à une perte d'exploitation de 11,9 millions de dollars (0,5 %) en 2011. L'érosion de notre marge découle principalement de la hausse des coûts d'exploitation, notamment les coûts du carburant et ceux des chambres d'hôtels ainsi que de la vive concurrence qui a sévit durant la saison d'hiver.

EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	300 288	312 588	(12 300)	(3,9)	614 189	639 814	(25 625)	(4,0)
Charges opérationnelles	289 299	282 055	7 244	2,6	622 528	618 430	4 098	0,7
Marge (perte d'exploitation)	10 989	30 533	(19 544)	(64,0)	(8 339)	21 384	(29 723)	139,0

Comparativement à 2011, les revenus de nos filiales européennes au cours du troisième trimestre, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont diminué de 12,3 millions de dollars (3,9 %). À l'exception de notre filiale au Royaume-Uni où les revenus ont affiché une hausse, les revenus de nos filiales européennes ont globalement diminué. La baisse des revenus de nos filiales situées dans la zone euro a également été amplifiée lorsque convertis en dollars, et ce, à la suite de l'affaiblissement de l'euro vis-à-vis le dollar. En dépit d'une baisse du nombre de voyageurs de nos sociétés françaises, le nombre de voyageurs a, dans l'ensemble, augmenté de 0,4 % pour le trimestre, comparativement à 2011. Nos prix de vente moyens affichaient également des hausses. Nos activités européennes ont affiché une marge de 11,0 millions de dollars (3,7 %) au cours du trimestre, comparativement à 30,5 millions de dollars (9,8 %) en 2011. La baisse de notre marge découle principalement de la fin du contrat d'achat de sièges que nous avons avec Thomas Cook et de la vive concurrence sur le marché français où les conditions de marché demeurent très difficiles pour toute l'industrie, notamment sur l'Afrique du Nord.

Pour la période de neuf mois, les revenus de nos filiales européennes ont diminué de 25,6 millions de dollars (4,0 %), comparativement à la période correspondante de 2011. Les revenus de nos filiales européennes, en devises, sont demeurés généralement stables, alors qu'ils ont diminué lorsque convertis en dollars. Le nombre de voyageurs a diminué de 6,7 % pour la période de neuf mois, comparativement à 2011, alors que nos prix de vente moyens affichaient des hausses. Nos activités européennes ont affiché une perte d'exploitation de 8,3 millions de dollars (1,4 %) au cours de la période de neuf mois, comparativement à une marge d'exploitation de 21,4 millions de dollars (3,3 %) pour la période correspondante de 2011. La baisse de notre marge découle principalement de la fin du contrat d'achat de sièges que nous avons avec Thomas Cook et de la vive concurrence sur le marché français.

AUTRES CHARGES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %	2012 \$	2011 \$	Écart \$	Écart %
Amortissements	9 576	10 800	(1 224)	(11,3)	29 578	33 057	(3 479)	(10,5)
Coûts de financement	974	900	74	8,2	2 316	2 676	(360)	(13,5)
Revenus de financements	(1 847)	(1 934)	87	4,5	(5 389)	(5 638)	249	4,4
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	7 455	8 342	(887)	(10,6)	1 430	(3 651)	5 081	139,2
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(181)	(144)	(37)	(25,7)	(95)	1 212	(1 307)	(107,8)
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	1 621	(321)	1 942	605,0	(6 411)	(6 958)	547	7,9
Gain à la cession d'une filiale	(5 655)	—	s.o.	s.o.	(5 655)	—	s.o.	s.o.
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(1 880)	(138)	(1 742)	(1 262,3)	(4 219)	(1 186)	(3 033)	(255,7)

AMORTISSEMENTS

Les amortissements incluent l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables et des avantages incitatifs reportés. Les amortissements ont diminué de 1,2 million de dollars au cours du troisième trimestre et de 3,5 millions de dollars au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet, comparativement aux périodes correspondantes de 2011. Ces diminutions sont attribuables à la baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles et des actifs incorporels au cours des derniers exercices.

COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont augmenté de 0,1 million de dollars au cours du troisième trimestre, principalement en raison des frais financiers encourus

aux fins modifications de notre entente de crédit à terme rotatif, et ont diminué de 0,4 million de dollars pour les neuf premiers mois, à la suite du remboursement de notre dette à long terme au cours de l'exercice 2011, comparativement à 2011.

#### REVENUS DE FINANCEMENT

Les revenus de financements ont diminué de 0,1 million et de 0,3 million de dollars au cours du présent trimestre et de la période de neuf mois close le 31 juillet comparativement aux périodes correspondantes de 2011.

#### VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a diminué de 7,5 millions de dollars comparativement à 8,3 millions de dollars en 2011. Pour les neuf premiers mois, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a diminué de 1,4 million de dollars comparativement à une augmentation de 3,7 millions de dollars en 2011.

#### PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

Les gains/pertes de change sur les éléments monétaires à long terme sont principalement attribuables à l'effet des taux de change sur nos dépôts en devises. Au cours du troisième trimestre, nous avons affiché un gain de change sur les éléments monétaires à long terme de 0,2 million de dollars, comparativement à 0,1 million de dollars en 2011. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet, nous affichons un gain de change sur les éléments monétaires à long terme de 0,1 million de dollars, comparativement à une perte de 1,2 million de dollars pour la période correspondante de 2011.

#### PERTE (GAIN) SUR DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le gain/perte sur des placements dans des PCAA correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur des placements dans des PCAA. Pour le troisième trimestre, la perte sur des placements dans des PCAA a atteint 1,6 million de dollars alors que pour les neuf premiers mois le gain a atteint 6,4 millions de dollars. (Se référer à la section *Placements dans des PCAA* pour plus de détails)

#### GAIN À LA CESSIION D'UNE FILIALE

Le 12 juin 2012, la société a conclu la vente de sa filiale Handlex. Le gain à la cession d'une filiale a atteint 5,7 millions de dollars. (Se référer à la section *Cession d'une filiale* pour plus de détails).

#### QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Cette quote-part pour le troisième trimestre s'élève à 1,9 million de dollars comparativement à 0,1 million de dollars pour le trimestre correspondant de 2011. Pour la période de neuf mois, la quote-part s'est établie à 4,2 millions de dollars en regard de 1,2 million de dollars en 2011. Les augmentations des quotes-parts du résultat net découlent d'une meilleure rentabilité opérationnelle qu'en 2011 ainsi que par l'enregistrement de gains de change sur la dette à long terme.

#### IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Les impôts sur le résultat ont atteint 2,3 millions de dollars au cours du troisième trimestre comparativement à une récupération d'impôts de 0,2 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet, notre récupération d'impôts s'élève à 16,9 millions de dollars, en regard de 5,0 millions de dollars en 2011. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une société associée, le taux d'imposition réel a été de 23,2 % pour le présent trimestre et de 32,6 % pour les neuf premiers mois, comparativement à 6,9 % et 44,6 % pour les périodes correspondantes de 2011. Les variations de taux d'impôt pour le trimestre et la période de neuf mois découlent principalement des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats imposables, le cas échéant.

#### RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

En conséquence des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre résultat net pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 s'est établie à 9,7 millions de dollars comparativement à une perte nette de 2,6 millions de dollars en 2011. Le résultat net attribuable aux actionnaires s'est élevée à 9,4 millions de dollars, soit 0,25 \$ par action (de base et diluée), par rapport à une perte nette de 2,8 millions de dollars, soit 0,07 \$ par action (de base et diluée) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen

pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 199 000 pour le troisième trimestre 2012 et de 38 044 000 pour le trimestre correspondant de 2011.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, nous affichons une perte nette de 30,7 millions de dollars comparativement à 5,0 millions de dollars en 2011. La perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 33,3 millions de dollars, soit 0,87 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 7,4 millions de dollars, soit 0,20 \$ par action (de base et diluée) lors des neuf premiers mois correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 104 000 pour la période de neuf mois et de 37 910 000 pour la période correspondante de 2011. Voir la note 12 des États financiers consolidés intermédiaires condensés non audités.

Pour le troisième trimestre, notre bénéfice ajusté après impôts s'est établie à 10,5 millions de dollars (0,28 \$ par action) comparativement à 2,8 millions de dollars (0,07 \$ par action) en 2011. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet, notre perte ajustée après impôts s'est établie à 44,0 millions de dollars (1,15 \$ par action) par rapport à 17,0 millions de dollars (0,45 \$ par action) pour la période correspondante de 2011.

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en hausse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement à la suite de la hausse du nombre de voyageurs et/ou des prix de vente moyens et de nos acquisitions d'entreprises. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T4-2010 (PCGR) \$	T1-2011 (IFRS) \$	T2-2011 (IFRS) \$	T3-2011 (IFRS) \$	T4-2011 (IFRS) \$	T1-2012 (IFRS) \$	T2-2012 (IFRS) \$	T3-2012 (IFRS) \$
Revenus	778 585	810 154	1 101 109	936 974	809 927	829 296	1 212 426	909 056
Marge (perte d'exploitation)	77 852	(14 506)	9 299	14 736	20 981	(31 839)	(26 226)	22 074
Résultat net (perte nette)	s.o.	(12 525)	10 095	(2 567)	(3 777)	(28 580)	(11 774)	9 664
Résultat net attribuable aux actionnaires	52 356	(13 378)	8 715	(2 782)	(4 388)	(29 489)	(13 199)	9 405
Résultat par action de base	1,38	(0,35)	0,23	(0,07)	(0,12)	(0,77)	(0,35)	0,25
Résultat par action dilué	1,37	(0,35)	0,23	(0,07)	(0,12)	(0,77)	(0,35)	0,25
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts	47 726	(19 318)	(576)	2 849	10 221	(29 941)	(24 536)	10 521
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts par action	1,25	(0,51)	(0,02)	0,07	0,27	(0,79)	(0,64)	0,28

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 juillet 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 292,7 millions de dollars, comparativement à 181,6 millions de dollars au 31 octobre 2011. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 307,4 millions de dollars à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2012 comparativement à 359,5 millions de dollars au 31 octobre 2011. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement déficitaire de 8,8 millions de dollars, soit un ratio de 0,99, par rapport à un fonds de roulement de 17,4 millions de dollars et un ratio de 1,02 au 31 octobre 2011.

L'actif total a augmenté de 57,6 millions de dollars (4,7 %), passant de 1 224,2 millions le 31 octobre 2011 à 1 281,8 millions de dollars le 31 juillet 2012. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 111,2 millions de dollars, des actifs d'impôts différés de 18,2 millions de dollars, des charges payées d'avance de 13,9 millions de dollars et des dépôts de 10,1 millions de dollars, lesquelles ont été compensées par une diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 52,1 millions de dollars et des placements dans des PCAA de 52,8 millions de dollars. Ces variations reflètent la saisonnalité de nos opérations, la vente de certains de nos placements dans des PCAA et nos investissements en immobilisations. Les capitaux propres ont diminué de 36,8 millions de dollars, passant de 398,6 millions de dollars au 31 octobre 2011 à 361,8 millions de dollars au 31 juillet 2012. Cette diminution découle principalement de notre perte nette attribuable aux actionnaires de 33,3 millions de dollars, des écarts de change résultant de la conversion des actifs et passifs de nos filiales en dollars de 5,5 millions de dollars et de nos pertes latentes sur les couvertures de trésorerie de 0,7 million de dollars.

## FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet			Périodes de neuf mois closes les 31 juillet		
	2012	2011	Écart	2012	2011	Écart
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(6 859)	45 364	(52 223)	115 238	197 608	(82 370)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	40 613	(13 735)	54 348	5 928	(42 220)	48 148
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(917)	19	(936)	(4 540)	(23 104)	18 564
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(4 166)	(2 248)	(1 918)	(5 459)	(5 269)	(190)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	28 671	29 400	(729)	111 167	127 015	(15 848)

### ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au cours du troisième trimestre, les flux de trésorerie utilisés par les activités opérationnelles se sont élevés à 6,9 millions de dollars, par rapport à des flux de trésorerie générés de 45,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2011. La diminution de 52,2 millions de dollars survenue au cours du trimestre, comparativement au trimestre correspondant de 2011, est attribuable à la baisse de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel de 54,1 millions de dollars et par la baisse de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels de 9,0 millions de dollars, compensé par la hausse de notre rentabilité. La baisse de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel découle principalement d'une augmentation moins importante des fournisseurs et autres créditeurs et d'une diminution moins importantes de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés, comparativement à 2011.

Pour les neuf premiers mois, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 83,4 millions de dollars passant de 197,6 millions de dollars en 2011 à 115,2 millions de dollars. La diminution est principalement attribuable à la baisse de notre rentabilité, à la baisse de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation de 24,0 millions de dollars. Cette dernière découle d'une augmentation moins importante au cours de la période des fournisseurs et autres créditeurs et à la hausse moins importante des dépôts de clients et revenus différés, compensées par des diminutions plus importantes de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés et des impôts sur le résultat à recevoir, comparativement à 2011.

### ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont généré des flux de trésorerie de 40,6 millions de dollars au cours du troisième trimestre, comparativement à des flux de trésorerie utilisés de 13,7 millions de dollars, une augmentation de 54,3 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2011. Au cours du trimestre, nous avons encaissé 57,4 millions de dollars à la suite de la vente de placements dans des PCAA et 0,4 million de dollars à titre de remboursement de capital. Nous avons également encaissé un montant net de la trésorerie cédée de 2,1 millions de dollars à la suite de la vente d'une de nos filiales. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont atteint 19,4 millions de dollars comparativement à 14,1 millions de dollars en 2011, soit une augmentation de 5,3 millions de dollars.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet, les activités d'investissement ont généré des flux de trésorerie de 5,9 millions de dollars comparativement à une utilisation de flux de trésorerie de 42,2 millions de dollars en 2011, une augmentation de 48,1 millions de dollars. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, nous avons encaissé 57,4 millions de dollars à la suite de la vente de placements dans des PCAA et 1,8 million de dollars à titre de remboursement de capital. Au cours de la période de neuf mois, nous avons acquis certains éléments d'actifs et assumé certains éléments de passifs de TMR pour une contrepartie totale, nette de la trésorerie acquise, de 5,0 millions de dollars. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont augmenté de 8,4 millions de dollars pour s'élever à 47,6 millions de dollars et notre solde de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés (non courant) a augmenté de 2,9 millions de dollars.

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement ont atteint 0,9 million de dollars pour le troisième trimestre comparativement à 0,0 million de dollars en 2011. Cette augmentation découle principalement des dividendes versés à une participation sans contrôle qui se sont élevés à 1,3 million de dollars.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 4,5 millions de dollars, comparativement à 23,1 millions de dollars en 2011, une baisse de 18,6 millions de dollars. Cette baisse découle principalement du remboursement des dettes à long terme de la société au cours de l'exercice 2011.

## FINANCEMENT

Au 31 juillet 2012, la société dispose de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement de deux facilités de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

Le 13 juin 2012, la société a négocié une réduction de son crédit de 50,0 millions de dollars. Ainsi, la société dispose maintenant auprès de Banque Nationale du Canada et La Banque de Nouvelle-Écosse d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50,0 millions de dollars, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la société, et ce sous réserve de certaines exceptions et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOI (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 31 juillet 2012, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

Au 31 juillet 2012, la société disposait également d'un crédit à terme rotatif de 2,3 millions de dollars qui n'était pas utilisé.

La société dispose aussi, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars renouvelable annuellement, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 juillet 2012, un montant de 52,3 millions de dollars était utilisé.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,5 millions d'euros [14,2 millions de dollars].

## ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités et d'autres par voie de notes aux états financiers.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan estimée, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, s'élevait à environ 573,2 millions de dollars au 31 juillet 2012 (653,7 millions au 31 octobre 2011) et se résume comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 31 juillet 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$
<b>Garanties</b>		
Lettres de crédit irrévocables	5 315	2 798
Contrats de cautionnement	15 550	14 247
<b>Contrats de location-exploitation</b>		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	552 287	636 618
	<b>573 152</b>	<b>653 663</b>

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

De plus, la société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50,0 millions de dollars. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2012, un



montant de 14,8 millions de dollars était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Pour ses opérations françaises, la société a accès à des lignes de cautionnement pour 11,2 millions d'euros [13,8 millions de dollars], dont 3,8 millions d'euros étaient utilisés [4,7 millions de dollars.]

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

#### ENDETTEMENT

Au 31 juillet 2012, l'endettement de la société avait diminué par rapport au 31 octobre 2011.

Nous n'affichons aucune dette sur notre bilan, celle-ci ayant été entièrement remboursée au cours de l'exercice 2011. Notre dette hors bilan (dette totale) a diminué de 80,5 millions de dollars, passant de 653,7 millions de dollars à 573,2 millions de dollars. La diminution de notre dette totale découle des remboursements effectués au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2012.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos placements dans des PCAA, la dette totale nette de la société a diminué de 138,9 millions de dollars pour s'établir à 254,5 millions de dollars au 31 juillet 2012, comparativement à 393,3 millions de dollars au 31 octobre 2011.

#### ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 juillet 2012, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 31 juillet 2012, il y avait 881 184 actions à droit de vote variable de catégorie A et 37 328 382 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

#### OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 12 septembre 2012, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 199 810, dont 881 736 pouvaient être exercées.

## PLACEMENTS DANS DES PCAA

#### RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, le 21 janvier 2009, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiduciaires ayant une valeur nominale globale de 143,5 millions de dollars.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47,5 millions de dollars et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96,1 millions de dollars. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141,7 millions de dollars.

## PORTEFEUILLE

Durant le trimestre clos le 31 juillet 2012, la société a encaissé des montants totalisant 57,4 millions de dollars à la suite de la vente de PCAA ayant une valeur nominale de 80,0 millions de dollars (78,8 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés [MAV 2 admissibles], et 1,2 million de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés [MAV 3 traditionnels]). De plus, au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, la société a encaissé des montants totalisant 1,8 million de dollars relativement au remboursement du capital de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés [MAV 3 Traditionnels].

La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 34,6 millions de dollars au 31 juillet 2012 et se répartit comme suit :

### MAV 2 Éligibles

La société détient 34,5 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

### MAV 3 Traditionnels

La société détient 0,2 million de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2016.

## VALORISATION

Avant les transactions de vente de PCAA survenues au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2012, la société a procédé à l'évaluation de leur juste valeur. À la suite de ces évaluations, la société a comptabilisé une dépréciation de la juste valeur des PCAA de 1,9 million de dollars.

Le 31 juillet 2012, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 27 juin 2012. Cette dernière a maintenu la note de crédit des PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou à une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, [MAV 2 admissibles] de catégorie A-2 à « BBB+ » et a rehaussé la cote de ceux de catégorie A-1 à « AA ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 1,0 % [taux moyen pondéré de 0,9 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 4,4 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,1 % à 19,4 % [taux moyen pondéré de 7,6 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 31 juillet 2012, une appréciation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA de 0,3 million de dollars, 8,4 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012. Cet ajustement ne tient compte d'aucun montant de notre quote-part des montants estimés de trésorerie accumulés dans les conduits. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 25,9 millions de dollars et la provision pour dévaluation totalisait 8,7 millions de dollars, représentant 25,1 % de la valeur nominale de 34,6 millions de dollars.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 1,1 millions de dollars.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique Perte (Gain) sur des placements dans des PCAA à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$	Perte (gain) \$
<b>Solde au 31 octobre 2010</b>	118 122	(45 776)	72 346	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	6 637	6 637	(6 637)
Remboursement de capital	(795)	—	(795)	—
<b>Solde au 30 avril 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2011</b>	117 327	(39 139)	78 188	(6 637)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	321	321	(321)
Remboursement de capital	(374)	—	(374)	—
<b>Solde au 31 juillet 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2011</b>	116 953	(38 818)	78 135	(6 958)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	1 155	1 155	(1 155)
Remboursement de capital	(539)	—	(539)	—
<b>Solde au 31 octobre 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 octobre 2011</b>	116 414	(37 663)	78 751	(8 113)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	8 032	8 032	(8 032)
Remboursement de capital	(1 398)	—	(1 398)	—
<b>Solde au 30 avril 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2012</b>	115 016	(29 631)	85 385	(8 032)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(1 621)	(1 621)	1 621
Cession de placements dans des PCAA	(80 000)	22 552	(57 448)	—
Remboursement de capital	(367)	—	(367)	—
<b>Solde au 31 juillet 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2012</b>	34 649	(8 700)	25 949	6 411

Le solde des placements dans des PCAA au 31 juillet 2012 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$
<b>MAV 2 Éligibles</b>			
Catégorie A-1	10 477	(2 042)	8 435
Catégorie A-2	19 452	(4 953)	14 499
Catégorie B	3 531	(1 039)	2 492
Catégorie C	1 036	(591)	445
	34 496	(8 625)	25 871
<b>MAV 3 Traditionnels</b>	153	(75)	78
	<b>34 649</b>	<b>(8 700)</b>	<b>25 949</b>

## AUTRE

### FLOTTE

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2012, un A330 est entré en service. La flotte d'Air Transat compte actuellement onze Airbus A310 (249 sièges), qui seront graduellement retirés, et douze Airbus A330 (342 sièges).

## MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée et n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

### IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, ce qui constitue l'achèvement de la première partie d'un projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La première étape a couvert le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, alors que les deux prochaines parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche utilisée par l'IFRS 9 repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Compte tenu des nouvelles exigences, une entité qui décide d'évaluer un passif à la juste valeur présentera la partie de la variation de la juste valeur attribuable aux changements apportés au risque de crédit propre aux capitaux propres dans la section des autres éléments du résultat global, plutôt que dans le compte de résultat. L'IFRS 9 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2015, et l'application anticipée est permise.

### IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplace la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une société mère. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

### IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. L'IFRS 12 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

### IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

### IAS 1 – PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 consiste en l'exigence visant à regrouper ensemble les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat. Les modifications maintiennent également les exigences voulant que les autres éléments du résultat global et le résultat net doivent être présentés soit dans un seul état soit dans deux états consécutifs. Les modifications apportées à l'IAS 1 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012, et l'application anticipée est permise. La société ne prévoit pas que ces modifications auront une incidence sur la présentation de ses états financiers consolidés puisque les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat sont déjà regroupés.

## IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donnera une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifieront aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Finalement, les modifications amélioreront les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 31 juillet 2012 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

## PERSPECTIVES

Quoique l'environnement concurrentiel demeure exigeant, les perspectives à l'égard du quatrième trimestre se sont améliorées au cours des trois derniers mois.

Le marché transatlantique, au départ du Canada et de l'Europe, représente une portion très importante de l'activité de Transat durant la saison d'été. Pour le quatrième trimestre, la capacité de Transat sur ce marché est inférieure de 10 % à celle de l'été 2011. À ce jour, un peu plus de 85 % de cette capacité a été vendue. Les coefficients d'occupation et les prix sont supérieurs à ceux de 2011 à pareille date.

Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, la capacité de Transat est inférieure de 17 % à celle déployée à la même date l'an passé. Les taux d'occupation et les prix sont légèrement inférieurs.

En France, par rapport à l'an passé à la même date, les réservations sont légèrement en avance et les prix sont semblables.

La Société poursuit l'implantation des initiatives prévues dans son plan d'amélioration de la profitabilité. Transat prévoit pour le quatrième trimestre générer une marge supérieure à celle de 2011.

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Au 31 juillet 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif courant</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	292 743	181 576
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 6]</i>	268 287	323 314
Clients et autres débiteurs	125 756	124 000
Impôts sur le résultat à recevoir	2 959	17 749
Stocks	11 149	11 096
Charges payées d'avance	69 047	55 196
Instruments financiers dérivés	11 107	7 935
Partie courante des dépôts	26 898	15 599
<b>Actif courant</b>	<b>807 946</b>	<b>736 465</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	39 124	36 231
Placements dans des PCAA <i>[note 7]</i>	25 949	78 751
Dépôts	32 677	33 907
Actifs d'impôt différé <i>[note 15]</i>	44 922	26 723
Immobilisations corporelles	92 917	86 520
Goodwill	103 999	109 495
Immobilisations incorporelles	63 071	52 347
Placements et autres actifs <i>[note 8]</i>	71 198	63 806
<b>Actif non courant</b>	<b>473 857</b>	<b>487 780</b>
<b>Actif total</b>	<b>1 281 803</b>	<b>1 224 245</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif courant</b>		
Fournisseurs et autres créditeurs	383 557	355 130
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 9]</i>	21 813	19 088
Impôts sur le résultat à payer	4 386	7 943
Dépôts de clients et revenus différés	395 862	331 280
Instruments financiers dérivés	11 103	5 659
<b>Passif courant</b>	<b>816 721</b>	<b>719 100</b>
Provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 9]</i>	16 455	14 230
Autres passifs <i>[notes 11 et 15]</i>	76 235	78 048
Passifs d'impôt différé <i>[note 15]</i>	10 592	14 274
<b>Passif non courant</b>	<b>103 282</b>	<b>106 552</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions <i>[note 12]</i>	220 435	219 462
Provision pour paiements fondés sur des actions	12 799	11 063
Résultats non distribués	142 991	176 274
Profit latent sur les couvertures de flux de trésorerie	1 206	1 948
Montant cumulé des écarts de change	(15 631)	(10 154)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>361 800</b>	<b>398 593</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 281 803</b>	<b>1 224 245</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés

**AVIS**

Les auditeurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints selon les normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés concernant l'examen des états financiers intermédiaires par des auditeurs.

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2012 \$	2011 \$	2012 \$	2011 \$
<b>Revenus</b>	<b>909 056</b>	<b>936 974</b>	<b>2 950 778</b>	<b>2 848 237</b>
Charges opérationnelles				
Coûts liés à la prestation de services touristiques	424 399	482 893	1 699 687	1 662 839
Carburant d'aéronefs	159 003	137 106	371 892	307 273
Salaires et avantages du personnel	92 620	96 694	286 091	278 639
Commissions	29 062	33 461	134 400	136 239
Entretien d'aéronefs	31 458	29 419	94 274	83 653
Frais d'aéroports et de navigation	33 714	32 115	76 970	73 311
Loyer d'aéronefs	22 361	17 848	63 832	49 758
Autres	94 365	92 702	259 623	246 996
	<b>886 982</b>	<b>922 238</b>	<b>2 986 769</b>	<b>2 838 708</b>
	<b>22 074</b>	<b>14 736</b>	<b>(35 991)</b>	<b>9 529</b>
Amortissements	9 576	10 800	29 578	33 057
Coûts de financement	974	900	2 316	2 676
Revenus du financement	(1 847)	(1 934)	(5 389)	(5 638)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	7 455	8 342	1 430	(3 651)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(181)	(144)	(95)	1 212
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA <i>[note 7]</i>	1 621	(321)	(6 411)	(6 958)
Gain à la cession d'une filiale	(5 655)	—	(5 655)	—
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(1 880)	(138)	(4 219)	(1 186)
	<b>10 063</b>	<b>17 505</b>	<b>11 555</b>	<b>19 512</b>
<b>Résultat avant charge d'impôt</b>	<b>12 011</b>	<b>(2 769)</b>	<b>(47 546)</b>	<b>(9 983)</b>
Impôts sur le résultat (récupération) <i>[note 15]</i>				
Exigibles	3 443	7 912	5 654	2 280
Différés	(1 096)	(8 114)	(22 510)	(7 266)
	<b>2 347</b>	<b>(202)</b>	<b>(16 856)</b>	<b>(4 986)</b>
<b>Résultat net (perte nette)</b>	<b>9 664</b>	<b>(2 567)</b>	<b>(30 690)</b>	<b>(4 997)</b>
<b>Résultat net (perte nette) attribuable aux :</b>				
Actionnaires	9 405	(2 782)	(33 283)	(7 445)
Participations ne donnant pas le contrôle	259	215	2 593	2 448
	<b>9 664</b>	<b>(2 567)</b>	<b>(30 690)</b>	<b>(4 997)</b>
Résultat par action attribuable aux actionnaires <i>[note 12]</i>				
De base	0,25	(0,07)	(0,87)	(0,20)
Dilué	0,25	(0,07)	(0,87)	(0,20)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS**

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les	
	2012	2011	2012	31 juillet 2011
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	\$	\$	\$	\$
<b>Résultat net (perte nette) de la période</b>	<b>9 664</b>	<b>(2 567)</b>	<b>(30 690)</b>	<b>(4 997)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>				
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat net</b>				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	5 902	285	(3 123)	903
Reclassement en résultat net	(514)	(2 363)	2 165	(6 945)
Impôts différés	(1 606)	565	216	1 570
	<b>3 782</b>	<b>(1 513)</b>	<b>(742)</b>	<b>(4 472)</b>
Pertes de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	(3 452)	(1 530)	(5 477)	(7 579)
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>330</b>	<b>(3 043)</b>	<b>(6 219)</b>	<b>(12 051)</b>
<b>Résultat global de la période</b>	<b>9 994</b>	<b>(5 610)</b>	<b>(36 909)</b>	<b>(17 048)</b>
<b>Attribuable aux :</b>				
Actionnaires	9 708	(5 835)	(39 580)	(19 582)
Participations ne donnant pas le contrôle	286	225	2 671	2 534
	<b>9 994</b>	<b>(5 610)</b>	<b>(36 909)</b>	<b>(17 048)</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités



**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Attribuables aux actionnaires							
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Profit (perte) latent(e) sur les couvertures de flux de trésorerie	Montant cumulé des écarts de change	Total		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> novembre 2010</b>	217 604	9 090	190 400	(1 522)	—	415 572	—	415 572
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	(7 445)	—	—	(7 445)	2 448	(4 997)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(4 472)	(7 665)	(12 137)	86	(12 051)
<b>Résultat global</b>	—	—	(7 445)	(4 472)	(7 665)	(19 582)	2 534	(17 048)
Émission sur le capital autorisé	978	—	—	—	—	978	—	978
Exercice d'options	474	—	—	—	—	474	—	474
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	2 142	—	—	—	2 142	—	2 142
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2 448)	(2 448)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	86	86	(86)	—
	1 452	2 142	—	—	86	3 680	(2 534)	1 146
<b>Solde au 31 juillet 2011</b>	219 056	11 232	182 955	(5 994)	(7 579)	399 670	—	399 670
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	(4 388)	—	—	(4 388)	611	(3 777)
Autres éléments du résultat global	—	—	154	7 942	(2 584)	5 512	9	5 521
<b>Résultat global</b>	—	—	(4 234)	7 942	(2 584)	1 124	620	1 744
Émission sur le capital autorisé	383	—	—	—	—	383	—	383
Exercice d'options	23	(127)	—	—	—	(104)	—	(104)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	(42)	—	—	—	(42)	—	(42)
Variation de la juste valeur des options	—	—	(2 447)	—	—	(2 447)	—	(2 447)
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(611)	(611)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	9	9	(9)	—
	406	(169)	(2 447)	—	9	(2 201)	(620)	(2 821)
<b>Solde au 31 octobre 2011</b>	219 462	11 063	176 274	1 948	(10 154)	398 593	—	398 593
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	(33 283)	—	—	(33 283)	2 593	(30 690)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(742)	(5 555)	(6 297)	78	(6 219)
<b>Résultat global</b>	—	—	(33 283)	(742)	(5 555)	(39 580)	2 671	(36 909)
Émission sur le capital autorisé	973	—	—	—	—	973	—	973
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 736	—	—	—	1 736	—	1 736
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2 593)	(2 593)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	78	78	(78)	—
	973	1 736	—	—	78	2 787	(2 671)	116
<b>Solde au 31 juillet 2012</b>	220 435	12 799	142 991	1 206	(15 631)	361 800	—	361 800

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les	
	2012	2011	2012	31 juillet 2011
	\$	\$	\$	\$
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>				
Résultat net de la période	9 664	(2 567)	(30 690)	(4 997)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (rentrées) de fonds :				
Amortissements	9 576	10 800	29 578	33 057
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	7 455	8 342	1 430	(3 651)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(181)	(144)	(95)	1 212
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	1 621	(321)	(6 411)	(6 958)
Gain à la cession d'une filiale	(5 655)	—	(5 655)	—
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(1 880)	(138)	(4 219)	(1 186)
Impôts différés	(1 096)	(8 114)	(22 510)	(7 266)
Avantages du personnel	521	441	1 564	1 325
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	538	598	1 736	2 142
	<b>20 563</b>	<b>8 897</b>	<b>(35 272)</b>	<b>13 678</b>
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(18 406)	35 686	161 190	185 169
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	(12 695)	(3 719)	(15 630)	(10 421)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	3 679	4 500	4 950	9 182
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>(6 859)</b>	<b>45 364</b>	<b>115 238</b>	<b>197 608</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(19 409)	(14 109)	(47 563)	(39 192)
Encaissements du capital de placements dans des PCAA	367	374	1 765	1 169
Contrepartie reçue à la suite de la cession de placements dans des PCAA	57 448	—	57 448	—
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	—	—	(2 871)	(4 197)
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une société acquise	97	—	817	—
Contrepartie versée pour une entreprise acquise	—	—	(5 778)	—
Contrepartie reçue pour une filiale cédée	3 000	—	3 000	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale cédée	(890)	—	(890)	—
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>40 613</b>	<b>(13 735)</b>	<b>5 928</b>	<b>(42 220)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes	—	—	—	(15 076)
Remboursement de la débenture et de la dette à long terme	—	(23)	—	(6 825)
Produit de l'émission d'actions	333	346	973	1 325
Dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle	(1 250)	(304)	(5 513)	(2 528)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(917)</b>	<b>19</b>	<b>(4 540)</b>	<b>(23 104)</b>
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 166)	(2 248)	(5 459)	(5 269)
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>28 671</b>	<b>29 400</b>	<b>111 167</b>	<b>127 015</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>264 072</b>	<b>278 242</b>	<b>181 576</b>	<b>180 627</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>292 743</b>	<b>307 642</b>	<b>292 743</b>	<b>307 642</b>
<b>Informations supplémentaires</b>				
Impôts sur le résultat payés	(5 463)	2 096	(4 362)	24 619
Intérêts payés	389	245	1 114	1 476

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

---

[Les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

## Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Ses actions à droit de vote variable de catégorie A et ses actions à droit de vote de catégorie B sont inscrites à la Bourse de Toronto.

La société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en Europe, lesquels sont intégrés verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 ont été approuvés par le conseil d'administration de la société le 12 septembre 2012.

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

## Note 2 BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément aux méthodes comptables que la société prévoit adopter pour ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2012, telles que décrites à la note 2 afférentes aux états financiers consolidés condensés du trimestre clos le 31 janvier 2012.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la société. Chacune des entités de la société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada [les « PCGR du Canada antérieurs »], faisant partie du rapport annuel de 2011 de la société, et le rapport du trimestre clos le 31 janvier 2012. Le rapport du trimestre clos le 31 janvier 2012 inclut, entre autres, des rapprochements et des descriptions de l'incidence de la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur les capitaux propres, le résultat, le résultat global et les flux de trésorerie, de même qu'un rapprochement des postes des états de la situation financière au 31 octobre 2011 et au 1<sup>er</sup> novembre 2010, ainsi que des comptes de résultat et des états du résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, ainsi que certaines informations annuelles additionnelles préparées selon les IFRS et la liste des principales méthodes comptables. La note 14 présente des rapprochements et des descriptions de l'incidence de la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur les capitaux propres de la société au 31 juillet 2012, ainsi que sur le résultat, le résultat global et les flux de trésorerie pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers qui ont été évalués à la juste valeur.

### Note 3 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée et n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

#### IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, ce qui constitue l'achèvement de la première partie d'un projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La première étape a couvert le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, alors que les deux prochaines parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche utilisée par l'IFRS 9 repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Compte tenu des nouvelles exigences, une entité qui décide d'évaluer un passif à la juste valeur présentera la partie de la variation de la juste valeur attribuable aux changements apportés au risque de crédit propre aux capitaux propres dans la section des autres éléments du résultat global, plutôt que dans le compte de résultat. L'IFRS 9 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2015, et l'application anticipée est permise.

#### IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplace la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une société mère. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

#### IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. L'IFRS 12 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

#### IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

#### IAS 1 – PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 consiste en l'exigence visant à regrouper ensemble les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat. Les modifications maintiennent également les exigences voulant que les autres éléments du résultat global et le résultat net doivent être présentés soit dans un seul état soit dans deux états consécutifs. Les modifications apportées à l'IAS 1 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012, et l'application anticipée est permise. La société ne prévoit pas que ces modifications auront une incidence sur la présentation de ses états financiers consolidés puisque les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat sont déjà regroupés.

#### IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donnera une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifieront aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Finalement, les modifications amélioreront les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à

compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

#### Note 4 ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

Le 1<sup>er</sup> février 2012, la société a acquis certains éléments d'actifs du voyageur Vacances Tours Mont-Royal (« TMR »), qui opère au Québec, pour une contrepartie au comptant de 5 778 \$. Vacances Tours Mont-Royal est un voyageur qui se spécialise dans la vente de forfaits sud au départ du Canada, entre autres à Cuba, en République dominicaine et au Mexique, et dont 180 000 de ses sièges vendus étaient achetés chez Air Transat. Avec cette acquisition, la société renforce son offre et ses services auprès de sa clientèle dans des marchés où elle est déjà présente.

La société a complété l'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables pris en charge. L'excédent de la contrepartie totale sur la juste valeur de l'actif net acquis a été alloué à la marque de commerce.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge se détaillent comme suit :

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	23 976
Clients et autres débiteurs	6 566
Charges payées d'avance	11 238
Immobilisations corporelles	291
Immobilisations incorporelles	4 483
Fournisseurs et autres créditeurs	(7 766)
Dépôts de clients et revenus reportés	(33 827)
<b>Actif net à la juste valeur</b>	<b>4 961</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une entreprise acquise	817
<b>Contrepartie totale</b>	<b>5 778</b>

Les résultats de la société acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. Depuis cette date, TMR a enregistré des revenus de 86 943 \$ (17 443 \$ au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012) et une perte avant charge d'impôts de 3 690 \$ (187 \$ au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012), lesquels figurent dans les résultats consolidés de la société. Si TMR avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011, les résultats consolidés auraient tenu compte de revenus additionnels de 37 200 \$ et d'une perte avant charge d'impôt de 863 \$.

## Note 5 CESSIION D'UNE FILIALE

Le 12 juin 2012, la société a conclu la vente de sa filiale Handlex, qui offre des services aéroportuaires au sol aux aéroports internationaux de Montréal, Toronto et Vancouver, à Servisair Holding Canada Inc. pour une contrepartie totale en trésorerie de 9 000 \$, dont 6 000 \$ est à recevoir en deux versements annuels égaux. Le solde de prix de vente à recevoir porte intérêt au taux préférentiel et est garanti par une lettre de crédit irrévocable en faveur de la société. La valeur comptable des actifs nets cédés le 12 juin 2012 s'établissait à 3 345 \$, ce qui a donné lieu à un gain à la cession d'une filiale de 5 655 \$. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la société a utilisé des pertes en capital, non enregistrées aux livres, pour éliminer l'imposition du gain en capital découlant de la transaction. La transaction prévoit une entente de services avec Air Transat, qui continuera de bénéficier des mêmes prestations de services de la part de Handlex dans ses trois bases d'opérations canadiennes.

La valeur comptable des actifs nets cédés se détaille comme suit :

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	891
Clients et autres débiteurs	3 276
Impôts sur le résultat à recevoir	598
Stocks	395
Charges payées d'avance	506
Immobilisations corporelles	3 910
Immobilisations incorporelles	297
Fournisseurs et autres créditeurs	(6 333)
Passif d'impôt différé	(195)
<b>Actifs nets cédés</b>	<b>3 345</b>

## Note 6 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 juillet 2012, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 225 509 \$ [281 292 \$ au 31 octobre 2011] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la société avec un de ses fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 81 902 \$, dont une tranche de 39 124 \$ est présentée hors de l'actif courant, [78 253 \$ au 31 octobre 2011, dont une tranche de 36 231 \$ était présentée dans l'actif non courant] qui était cédée en nantissement de lettres de crédit.

## Note 7 PLACEMENTS DANS DES PCAA

### RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [« PCAA »] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143 500 \$.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur des ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47 450 \$ et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96 050 \$. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141 741 \$.

## PORTEFEUILLE

Durant le trimestre clos le 31 juillet 2012, la société a encaissé des montants totalisant 57 448 \$ à la suite de la vente de PCAA ayant une valeur nominale de 80 000 \$ (78 814 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés [MAV 2 admissibles], et 1 186 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés [MAV 3 traditionnels]). De plus, au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, la société a encaissé des montants totalisant 1 765 \$ relativement au remboursement du capital de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés [MAV 3 traditionnels].

La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 34 649 \$ au 31 juillet 2012 et se répartit comme suit :

### MAV 2 admissibles

La société détient 34 496 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

### MAV 3 traditionnels

La société détient 153 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2016.

## VALORISATION

Avant les transactions de vente de PCAA survenues au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2012, la société a procédé à l'évaluation de leur juste valeur. À la suite de ces évaluations, la société a comptabilisé une dépréciation de la juste valeur des PCAA de 1 942 \$.

Le 31 juillet 2012, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, un nombre limité de transactions a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces transactions lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée [« BlackRock »] qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés [MAV 3 traditionnels]. La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 27 juin 2012. Cette dernière a maintenu la note de crédit des PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou à une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, [MAV 2 admissibles] de catégorie A-2 à « BBB+ » et a rehaussé la cote de ceux de catégorie A-1 à « AA ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 1,0 % [taux moyen pondéré de 0,9 %], selon le type de série. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de série, sur une période de 4,4 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,1 % à 19,4 % [taux moyen pondéré de 7,6 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a comptabilisé, le 31 juillet 2012, une appréciation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA de 321 \$, 8 353 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012. Cet ajustement ne tient compte d'aucun montant de la quote-part de la société des montants estimés de trésorerie cumulés dans les conduits. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 25 949 \$ et la provision pour dévaluation totalisait 8 700 \$, représentant 25,1 % de la valeur nominale de 34 649\$.

L'estimation de la juste valeur des placements dans des PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La

direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, cependant des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'éloigne considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1% [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 1 100 \$.

La variation des soldes de placements dans des PCAA à l'état de la situation financière consolidé et la composition de la rubrique *Perte (gain) sur des placements dans des PCAA* dans le compte de résultat consolidé se résumant comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$	Perte (gain) \$
<b>Solde au 31 octobre 2010</b>	118 122	(45 776)	72 346	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	6 637	6 637	(6 637)
Remboursement de capital	(795)	—	(795)	—
<b>Solde au 30 avril 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2011</b>	117 327	(39 139)	78 188	(6 637)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	321	321	(321)
Remboursement de capital	(374)	—	(374)	—
<b>Solde au 31 juillet 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2011</b>	116 953	(38 818)	78 135	(6 958)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	1 155	1 155	(1 155)
Remboursement de capital	(539)	—	(539)	—
<b>Solde au 31 octobre 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 octobre 2011</b>	116 414	(37 663)	78 751	(8 113)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	8 032	8 032	(8 032)
Remboursement de capital	(1 398)	—	(1 398)	—
<b>Solde au 30 avril 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2012</b>	115 016	(29 631)	85 385	(8 032)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(1 621)	(1 621)	1 621
Cession de placements dans des PCAA	(80 000)	22 552	(57 448)	—
Remboursement de capital	(367)	—	(367)	—
<b>Solde au 31 juillet 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2012</b>	34 649	(8 700)	25 949	6 411

Le solde des placements dans des PCAA au 31 juillet 2012 se détaille comme suit :

	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$
<b>MAV 2 admissibles</b>			
Catégorie A-1	10 477	(2 042)	8 435
Catégorie A-2	19 452	(4 953)	14 499
Catégorie B	3 531	(1 039)	2 492
Catégorie C	1 036	(591)	445
	34 496	(8 625)	25 871
<b>MAV 3 traditionnels</b>	153	(75)	78
	34 649	(8 700)	25 949



**Note 8 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET AUTRES ACTIFS**

	Au 31 juillet 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$
Participations dans des entreprises associées – Caribbean Investments B.V. [«CIBV»]	65 356	60 612
Solde de prix de vente à recevoir	3 000	—
Frais reportés, solde non amorti	880	1 301
Autres participations	41	80
Divers	1 921	1 813
	<b>71 198</b>	<b>63 806</b>

La variation du placement dans CIBV se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2011	60 612
Quote-part du résultat net	4 219
Écart de change	525
Solde au 31 juillet 2012	<b>65 356</b>

Le solde de prix de vente à recevoir est payable le 11 juin 2014, porte intérêt au taux préférentiel et est garanti par une lettre de crédit irrévocable en faveur de la société.

**Note 9 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS**

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'entretien des aéronefs loués utilisées par la société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour les trimestres et la période de neuf mois clos les 31 juillet se détaille comme suit :

	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> novembre 2010</b>	<b>30 709</b>
Provisions supplémentaires et désactualisation	15 311
Montants imputés à la provision	(9 295)
Montants inutilisés repris	(149)
Écart de change	(1 185)
<b>Solde au 30 avril 2011</b>	<b>35 391</b>
Provisions supplémentaires et désactualisation	3 551
Montants imputés à la provision	1 176
Écart de change	(227)
<b>Solde au 31 juillet 2011</b>	<b>39 891</b>
Provisions courantes	28 776
Provisions non courantes	11 115
<b>Solde au 31 juillet 2011</b>	<b>39 891</b>

	\$
<b>Solde au 31 octobre 2011</b>	33 318
Provisions supplémentaires et désactualisation	11 210
Montants imputés à la provision	(8 851)
Montants inutilisés repris	(1 065)
Écart de change	(23)
<b>Solde au 30 avril 2012</b>	34 589
Provisions supplémentaires et désactualisation	5 495
Montants imputés à la provision	(760)
Montants inutilisés repris	(1 435)
Écart de change	379
<b>Solde au 31 juillet 2012</b>	38 268
Provisions courantes	21 813
Provisions non courantes	16 455
<b>Solde au 31 juillet 2012</b>	38 268

## Note 10 DETTE À LONG TERME

Le 13 juin 2012, la société a négocié une réduction de son crédit de 50 000 \$. Ainsi, la société dispose maintenant auprès de Banque Nationale du Canada et La Banque de Nouvelle-Écosse d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50 000 \$, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la société, et ce sous réserve de certaines exceptions et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et critères financiers étaient respectés au 31 juillet 2012. Au 31 juillet 2012, la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 juillet 2012, un montant de 52 253 \$ était utilisé.

De plus, au 31 juillet 2012, la société disposait d'un crédit à terme rotatif de 2 332 \$ qui n'était pas utilisé.

## Note 11 AUTRES PASSIFS

	Au 31 juillet 2012 \$	Au 31 octobre 2011 \$
Avantages du personnel	29 327	28 307
Avantages incitatifs reportés	20 872	20 831
Participations ne donnant pas le contrôle	26 036	28 910
	<b>76 235</b>	<b>78 048</b>

## Note 12 CAPITAUX PROPRES

### CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

#### ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC], ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est détenue et contrôlée, ou le devient, par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

#### ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est détenue ou contrôlée, ou le devient, par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

#### ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

### CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
<b>Solde au 31 octobre 2010</b>	37 849 834	217 604
Émission sur le capital autorisé	76 795	978
Exercice d'options	36 898	474
<b>Solde au 31 juillet 2011</b>	37 963 527	219 056
Émission sur le capital autorisé	52 272	383
Exercice d'options	5 921	23
<b>Solde au 31 octobre 2011</b>	38 021 720	219 462
Émission sur le capital autorisé	187 846	973
<b>Solde au 31 juillet 2012</b>	<b>38 209 566</b>	<b>220 435</b>

Au 31 juillet 2012, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 881 184 et 37 328 382.

OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2011	1 744 477	16,88
Attribuées	734 373	7,48
Annulées	(279 040)	14,88
Solde au 31 juillet 2012	2 199 810	13,93
Options pouvant être exercées au 31 juillet 2012	881 736	18,96

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2012	2011	2012	2011
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$
<b>NUMÉRATEUR</b>				
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la société pour tenir compte du résultat de base par action et du résultat dilué par action	9 405	(2 782)	(33 283)	(7 445)
<b>DÉNOMINATEUR</b>				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	38 199	38 044	38 104	37 910
Options d'achat d'actions	—	—	—	—
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation utilisés dans le calcul du résultat dilué par action	38 199	38 044	38 104	37 910
<b>Résultat par action</b>				
De base	0,25	(0,07)	(0,87)	(0,20)
Dilué	0,25	(0,07)	(0,87)	(0,20)

Aux fins du calcul du résultat dilué par action pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, 2 199 810 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la société. Étant donné la perte enregistrée au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, les 2 199 810 options sur actions en circulation ont été exclues du calcul du résultat dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

Étant donné les pertes enregistrées au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, les 1 895 125 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul du résultat dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

### Note 13 INFORMATION SECTORIELLE

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les comptes de résultat consolidés incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe. Les cessions entre zones géographiques sont comptabilisées à des prix eu égard aux conditions du marché et à d'autres considérations.

	Trimestre clos le 31 juillet 2012			Période de neuf mois close le 31 juillet 2012		
	Amérique	Europe	Total	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	608 768	300 288	909 056	2 336 589	614 189	2 950 778
Charges opérationnelles	597 683	289 299	886 982	2 364 241	622 528	2 986 769
	11 085	10 989	22 074	(27 652)	(8 339)	(35 991)

	Trimestre clos le 31 juillet 2011			Période de neuf mois close le 31 juillet 2011		
	Amérique	Europe	Total	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	624 386	312 588	936 974	2 208 423	639 814	2 848 237
Charges opérationnelles	640 183	282 055	922 238	2 220 278	618 430	2 838 708
	(15 797)	30 533	14 736	(11 855)	21 384	9 529

	Revenus <sup>1)</sup>				Immobilisations corporelles, goodwill et autres immobilisations incorporelles	
	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet		Au 31 juillet	Au 31 octobre
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Canada	594 921	613 971	2 284 000	2 168 181	169 658	149 848
France	193 952	214 222	469 827	488 436	44 323	49 697
Royaume-Uni	99 935	89 818	136 323	139 878	32 412	33 711
Autres	20 248	18 963	60 628	51 742	13 594	15 106
	909 056	936 974	2 950 778	2 848 237	259 987	248 362

<sup>1)</sup> Les revenus sont attribués selon le pays de domiciliation de la filiale.

### Note 14 GARANTIES

Dans le cours normal de l'activité, la société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des transactions, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 4, 11, 12 et 21 des états financiers fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

#### CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser aux bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales ont souscrit à une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

#### LETTRES DE CRÉDIT IRRÉVOCABLES

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces lettres sont généralement émises pour un an et sont renouvelables.

La société a également remis aux organismes de réglementation des lettres de crédit garantissant, entre autres, certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 juillet 2012, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 575 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

#### CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2012, le montant total de ces garanties s'élevait à 747 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 juillet 2012, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

#### FACILITÉ DE CAUTIONNEMENT

La société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50 000 \$. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2012, un montant de 14 803 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

### Note 15 TRANSITION AUX IFRS

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 ont été préparés selon l'IAS 34 et l'IFRS 1. La société a préparé ses états financiers pour toutes les périodes antérieures au 31 octobre 2011, y compris l'exercice clos à cette date, selon les PCGR du Canada antérieurs. La présente note donne l'incidence de la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur les capitaux propres de la société au 31 juillet 2011, ainsi que sur le résultat net, le résultat global et les flux de trésorerie pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011.

Les rapprochements des capitaux propres au 1<sup>er</sup> novembre 2010 et au 31 octobre 2011 et les rapprochements du résultat net, du résultat global et des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 étaient présentés dans le rapport trimestriel de la société pour le trimestre clos le 31 janvier 2012.

En résumé, l'adoption des IFRS a entraîné la diminution de la valeur comptable totale des capitaux propres au 31 juillet 2011 de 23 185 \$ par rapport à la valeur comptable selon les PCGR du Canada antérieurs comptabilisée à ces mêmes dates. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011, la perte nette consolidée a diminué de 310 \$ et 2 733 \$, respectivement, alors que le résultat global consolidé a augmenté de 333 \$ et 2 763 \$, respectivement, en regard des chiffres présentés précédemment selon les PCGR du Canada antérieurs dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la société.

La société a appliqué l'IFRS 1, *Première adoption des Normes internationales d'information financière*, dans le cadre de la préparation de l'état de la situation financière consolidé au 1<sup>er</sup> novembre 2010. Selon les IFRS, la société a fourni l'information financière comparative et a appliqué les méthodes comptables qui sont décrites à la note 2 des états financiers intermédiaires consolidés condensés au 31 janvier 2012. La société a également appliqué rétrospectivement toutes les normes IFRS en vigueur au 31 juillet 2012, comme requis, ainsi que certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires dont les nouveaux adoptants peuvent se prévaloir. Le choix

de la société d'appliquer certaines exemptions demeure inchangé par rapport au choix décrit dans le rapport trimestriel de la société pour le trimestre clos le 31 janvier 2012.

Les montants des comptes de résultat, des états du résultat global, des états de la situation financière, des états de la variation des capitaux propres et des tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les périodes comparatives qui seront inclus dans nos premiers états financiers annuels selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 pourraient différer des montants retraités qui sont présentés dans la présente note, si de nouvelles normes sont adoptées avant le 31 octobre 2012 ou si la société modifie ses choix quant aux méthodes comptables selon les IFRS. Selon l'IFRS 1, la société devrait faire une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS dans ses états financiers de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

## 1) EXCEPTIONS OBLIGATOIRES

Les exceptions obligatoires qui suivent s'appliquent à la société :

- a) Les estimations utilisées par la société selon les IFRS à la date de transition aux IFRS et pour la période comparative correspondent aux estimations utilisées selon les PCGR du Canada antérieures à la même date, ajustées pour tenir compte des différences entre les méthodes comptables, le cas échéant.
- b) Les transactions conclues avant la date de transition aux IFRS n'ont pas été désignées rétrospectivement comme couvertures.
- c) La société a attribué, de manière prospective à compter de la date de transition, le résultat global total aux actionnaires de la société et aux participations ne donnant pas le contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

## 2) EXEMPTIONS FACULTATIVES À L'APPLICATION RÉTROSPECTIVE DES IFRS

La société a appliqué les exemptions suivantes :

- a) La société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, aux regroupements d'entreprises conclus avant la date de transition aux IFRS.
- b) La société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, aux options attribuées avant le 7 novembre 2002 et aux options attribuées après le 7 novembre 2002 dont les droits étaient acquis avant la date de transition aux IFRS.
- c) La société a choisi d'appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts actuariels cumulés liés à ses régimes de retraite à prestations définies et à ses autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi dans les résultats non distribués d'ouverture à la date de transition aux IFRS et d'appliquer l'IAS 19, *Avantages du personnel*, de façon prospective. De plus, la société a choisi de se prévaloir de l'exemption qui lui permet de ne pas présenter le déficit de ses régimes de retraite à prestations définies et les ajustements liés à l'expérience avant la date de transition.

L'application de cette exemption a donné lieu aux ajustements suivants :

<b>Augmentation (diminution)</b>	<b>31 juillet 2011</b>
	<b>\$</b>
État de la situation financière :	
Actifs d'impôt différé	2 502
Fournisseurs et autres créditeurs	(116)
Autres passifs – Avantages du personnel	8 294
Résultats non distribués	
Avantages du personnel	(8 178)
Impôts sur le résultat	2 502

- d) La société a choisi d'appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les montants cumulés des écarts de change dans les résultats non distribués d'ouverture à la date de transition aux IFRS.

L'application de cette exemption a donné lieu aux ajustements suivants :

	31 juillet 2011
<u>Augmentation (diminution)</u>	\$
État de la situation financière :	
Résultats non distribués	(16 803)
Montants cumulés des écarts de change	16 803

### 3) MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Outre les exemptions et les exceptions susmentionnées, les différences importantes entre les méthodes comptables des PCGR du Canada antérieurs et celles des IFRS actuelles appliquées par la société sont présentées ci-après. Seules les différences qui ont une incidence sur la société sont abordées. La liste qui suit ne constitue pas un sommaire exhaustif de toutes les différences entre les PCGR du Canada antérieurs et les IFRS.

#### a) REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

##### i) COÛTS D'ACQUISITION

PCGR du Canada antérieurs – Les coûts d'acquisition étaient considérés comme faisant partie de la contrepartie à l'acquisition, ce qui se traduisait donc généralement par une augmentation de l'écart d'acquisition.

IFRS – Les coûts d'acquisition sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés et ne sont pas inclus dans la répartition du prix d'acquisition.

##### ii) PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

PCGR du Canada antérieurs – Les participations ne donnant pas le contrôle étaient comptabilisées selon leur quote-part de la valeur comptable nette de l'actif net de l'entreprise acquise. Le résultat net était calculé déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.

IFRS – Les participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées à la date d'acquisition selon la quote-part des participations ne donnant pas le contrôle dans les actifs identifiables nets acquis et les passifs repris de l'entreprise acquise. De plus, les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées comme une composante distincte des capitaux propres, contrairement aux PCGR du Canada antérieurs, en vertu desquels les capitaux propres excluaient des participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat net est réparti entre les participations donnant le contrôle et les participations ne donnant pas le contrôle.

##### iii) ACQUISITIONS RÉALISÉES PAR ÉTAPES

PCGR du Canada antérieurs – Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, comme certaines acquisitions conclues par la société avant la transition aux IFRS, l'acquéreur [la société] évaluait chaque étape des acquisitions individuellement et répartissait en conséquence le prix d'acquisition sans réévaluer les acquisitions de participations antérieures.

IFRS – Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, l'acquéreur réévalue sa participation déjà détenue dans l'entreprise acquise en fonction de sa juste valeur à la date d'acquisition et comptabilise tout profit ou perte en résultant, le cas échéant, en résultat. Les modifications du pourcentage de détention des titres de participation dans une filiale qui n'entraînent pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres. Toutefois, les participations ne donnant pas le contrôle pour lesquelles les actionnaires détiennent une option leur donnant le droit d'exiger le rachat par la société des actions qu'ils détiennent sont des passifs financiers et sont donc reclassées dans les passifs, présumant ainsi l'exercice de l'option. La valeur comptable des participations reclassées est également ajustée à hauteur de la



juste valeur des options. Toute variation de la juste valeur des options est comptabilisée à titre de transaction portant sur les capitaux propres dans les résultats non distribués.

La modification de cette méthode comptable a donné lieu aux ajustements suivants :

	31 juillet 2011
<b>Augmentation (diminution)</b>	<b>\$</b>
État de la situation financière :	
Autres passifs – Participations ne donnant pas le contrôle	17 824
Résultats non distribués	
Solde d'ouverture	(17 824)

b) AVANTAGES DE RETRAITE

PCGR du Canada antérieurs – L'excédent des gains et pertes actuariels sur 10 % des obligations au titre des prestations était amorti en résultat sur la durée résiduelle moyenne de l'activité des membres du personnel actifs. Les coûts des services passés et des modifications aux ententes étaient amortis selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne de l'activité des membres du personnel actifs généralement touchés par celles-ci.

IFRS – La société a choisi de comptabiliser les écarts actuariels découlant du calcul de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes dans les autres éléments du résultat global. Les coûts des services passés des ententes de retraite à prestations définies dont les droits sont acquis doivent être comptabilisés immédiatement en résultat lorsque les droits sont acquis.

La modification de cette méthode comptable a donné lieu aux ajustements suivants :

	31 juillet 2011
<b>Augmentation (diminution)</b>	<b>\$</b>
État de la situation financière :	
Actifs d'impôt différé	(125)
Autres passifs – Avantages du personnel	(440)
Résultat net :	
Salaires – Avantages du personnel	
Trimestre clos le 31 janvier 2011	132
Trimestre clos le 30 avril 2011	131
Trimestre clos le 31 juillet 2011	132
Impôts sur le résultat	
Trimestre clos le 31 janvier 2011	(37)
Trimestre clos le 30 avril 2011	(36)
Trimestre clos le 31 juillet 2011	(37)
Résultat global :	
Montant cumulé des écarts de change	
Trimestre clos le 31 janvier 2011	29
Trimestre clos le 30 avril 2011	(22)
Trimestre clos le 31 juillet 2011	23

#### 4) RAPPROCHEMENTS

Les tableaux qui suivent présentent les différences d'évaluation et de comptabilisation dans le cadre du retraitement des capitaux propres, du résultat net et du résultat global entre les PCGR du Canada antérieurs et les IFRS aux dates et pour les périodes indiquées.

(en milliers de dollars) (non audité)	Note 15	31 juillet 2011
		\$
<b>Capitaux propres selon les PCGR du Canada, tels que présentés</b>		<b>422 855</b>
Retraitement de l'évaluation et de la comptabilisation :		
Avantages du personnel	2 c) et 3 b)	(7 783)
Variations de la juste valeur des options de vente détenues par des participations ne donnant pas le contrôle	3 a) iii)	(17 824)
Montant cumulé des écarts de change	3 b)	30
		(25 577)
Incidence fiscale de tous les retraitements	2 c) et 3 b)	2 392
Total des retraitements		(23 185)
<b>Capitaux propres selon les IFRS</b>		<b>399 670</b>

(en milliers de dollars) (non audité)	Note 15	Trimestre clos le 31 juillet 2011	Période de neuf mois close le 31 juillet 2011
		\$	\$
<b>Perte nette selon les PCGR du Canada, tel que présenté</b>		<b>(2 877)</b>	<b>(7 730)</b>
Retraitement de l'évaluation et de la comptabilisation :			
Avantages du personnel	3 b)	132	395
Participations ne donnant pas le contrôle		215	2 448
		347	2 843
Incidence fiscale de tous les retraitements	3 b)	(37)	(110)
Total des retraitements		310	2 733
<b>Perte nette selon les IFRS</b>		<b>(2 567)</b>	<b>(4 997)</b>
<b>Résultat par action de base et dilué selon les PCGR du Canada, tel que présenté</b>		<b>(0,08)</b>	<b>(0,20)</b>
Incidence des retraitements selon les IFRS sur le résultat net		0,01	—
<b>Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires selon les IFRS</b>		<b>(0,07)</b>	<b>(0,20)</b>

(en milliers de dollars) (non audité)	Note 15	Trimestre clos le 31 juillet 2011	Période de neuf mois close le 31 juillet 2011
		\$	\$
<b>Résultat global selon les PCGR du Canada, tels que présenté</b>		<b>(5 943)</b>	<b>(19 811)</b>
Total des retraitements du résultat net		310	2 733
Différences touchant le résultat global :			
Montant cumulé des écarts de change	3 b)	23	30
		23	30
<b>Résultat global selon les IFRS</b>		<b>(5 610)</b>	<b>(17 048)</b>

Les ajustements liés à la transition mentionnés précédemment n'ont pas eu d'incidence sur le montant présenté des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ni sur le montant des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement et de financement. De plus, la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS n'a pas eu d'incidence importante sur les composantes du tableau des flux de trésorerie intermédiaire consolidé condensé de la société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011.

**Note 16**    **INFORMATIONS ANNUELLES ADDITIONNELLES À FOURNIR SELON LES IFRS**

Certaines informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels préparés selon les IFRS et qui n'étaient pas incluses dans les états financiers annuels consolidés les plus récents de la société préparés selon les PCGR du Canada antérieurs ont été incluses dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés du trimestre terminé le 31 janvier 2012.

